PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

L'association Civil Society in the Penal System Association (CİSST) a annoncé que le prisonnier syrien Ali Veli n'avait plus donné de nouvelles depuis 100 jours, après sa libération de la prison fermée de type L d'Erzincan le 12 mars ; des personnes non identifiées utilisant un numéro de téléphone turc ont contacté sa famille, affirmant que Veli serait libéré en échange de son père et ont ensuite envoyé des images de lui en train d'être torturé.

Yıldırım Han, un détenu de la prison de type T de Şırnak, est mort mercredi soir après avoir été transféré dans un hôpital d'Ankara en raison de la détérioration de son état de santé. Deux semaines auparavant, il avait fait part de ses préoccupations concernant l'isolement extrême, le manque d'eau chaude et les punitions arbitraires infligées par les gardiens.

Un homme (Ş.D.) qui avait été blessé par le tir du policier Ö. G. qui était intervenu dans une bagarre après le festival Çağlak à Manisa, est décédé à l'hôpital d'Etat d'Akhisar Mustafa Kirazoğlu où il avait été hospitalisé. Il est rapporté que l'officier de police Ö. G. serait détenu.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Turgay Doğan, un détenu malade d'une prison d'Ankara, la capitale de la Turquie, reste incarcéré bien qu'il ait rempli les conditions de sa libération conditionnelle, notamment en accomplissant la partie minimale de sa peine et en étant reconnu pour sa bonne conduite.

En 2023, 781 personnes au total ont demandé de l'aide à la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV) pour elles-mêmes ou pour un proche en raison d'incidents présumés de torture et de mauvais traitements.

Halil Karakoç, un imam à la retraite et malade de 84 ans, s'est vu refuser la probation par l'administration pénitentiaire de type R de Menemen.

Abdulkadir Kuday, un détenu kurde atteint de sclérose latérale amyotrophique (SLA) dont l'état de santé se détériore, reste emprisonné malgré un rapport du Conseil de médecine légale (ATK) confirmant qu'il a besoin de soins médicaux.

Les autorités turques refusent d'accorder la liberté conditionnelle à Mehmet Parlak, un patient atteint d'une maladie rénale dont l'état de santé s'est détérioré en raison d'une négligence présumée de l'administration pénitentiaire.

Şeyhmus Buran, détenu dans le district de Kızıltepe à Mardin, a subi des violences physiques et a été menacé de mort dans la voiture de police et à la Direction de la sécurité de Mardin.

Les autorités turques refusent de libérer Rukiye Çoygar, une prisonnière malade qui souffre d'une fissure dans les intestins et doit être opérée immédiatement.

Les autorités turques refusent de libérer Yazgül Dural, un détenu souffrant d'un trouble neurologique dont l'état de santé s'est détérioré en raison d'une négligence présumée de l'administration pénitentiaire.

A. Ç. (14 ans) qui rentrait chez lui à vélo a été arrêté par un véhicule blindé, menotté dans le dos et soumis à des violences physiques dans le district de Şemdinli (Hakkari). L'enfant qui s'est plaint aux policiers qui l'ont soumis à la torture et aux mauvais traitements a été convoqué par le gouverneur du district qui a fait pression sur lui pour qu'il retire sa plainte.

Un tribunal turc a décidé de maintenir en détention provisoire Mustafa Seçkin, un enseignant qui a été arrêté en raison de ses liens présumés avec le mouvement religieux Gülen, bien qu'il souffre d'une perte quasi totale de la vue, d'une maladie cardiaque et d'hypertension.

Mehmet Ali Uçar, un prisonnier de la prison de type R de Menemen, qui souffre d'une déficience visuelle à 100%, n'a pas été libéré de prison malgré le rapport de l'institution de médecine légale déclarant qu'il « ne peut pas rester en prison ».

Muharrem Cankılıç, un homme malade de 63 ans incarcéré dans une prison du nord-ouest de la Turquie, aurait déclaré à ses visiteurs qu'il s'attendait à mourir derrière les barreaux en raison du refus des autorités de reconnaître la gravité de ses problèmes médicaux.

Des femmes détenues à Malatya, traumatisées par des accusations sans fondement, se sont vu retirer leur foulard pendant trois jours et n'ont pas été autorisées à prier ou à rencontrer leurs avocats.

Fatma Özbay, détenue malade à la prison pour femmes d'Izmir Şakran, n'a pas été emmenée pour des examens de routine alors qu'elle souffrait d'un cancer du sein.

2 personnes ayant eu un accident de la route dans le district de Çan à Çanakkale ont été arrêtées par la police et ont subi des violences physiques de la part de la police.

Lors d'une visite effectuée le 22 juin pour présenter des condoléances aux personnes décédées dans l'incendie du 20 juin à Diyarbakır et Mardin, le commentaire du

gouverneur Ali İhsan Su attribuant l'incendie au "brûlage de chaume" a suscité une forte réaction de la part des villageois, conduisant à une altercation au cours de laquelle les gardes du gouverneur ont agressé un jeune homme, S.Ç., et supprimé les séquences qu'il avait enregistrées sur son téléphone.

Selon le rapport annuel de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV) couvrant la période de mai 2023 à avril 2024, les prisons turques sont en proie à des problèmes persistants de torture, de surpopulation et de pratiques discriminatoires.

Dans une déclaration sur X, un avocat turc a allégué de graves brutalités policières au sein de l'unité de lutte contre le crime organisé du département de la police d'Istanbul après avoir tenté de fournir une assistance juridique à ses clients.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Le problème de l'eau dans la prison de type L de Çorum Sungurlu persiste. Depuis deux jours, il n'y a plus d'eau chaude ni d'eau froide, et les femmes qui vivent dans des quartiers de 20 personnes ont du mal à subvenir à leurs besoins quotidiens.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de juin, les procureurs ont ordonné l’arrestation d’au moins 371 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l’emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l’humanité.

Asuman Birinci, l'épouse d'Eyüp Birinci, qui a subi de graves tortures lors de sa garde à vue, entraînant des blessures critiques, a été récemment arrêtée à Antalya en raison de liens présumés avec le mouvement religieux Gülen, ce qui ajoute à la persécution de la famille.

Un tribunal turc a arrêté vendredi Esengül Arslan, une étudiante en soins infirmiers de 23 ans à Istanbul, pour avoir reçu des fonds envoyés par ses proches à l'étranger, ce que les autorités ont qualifié de « financement du terrorisme ».

Un tribunal turc a arrêté six femmes et un homme qui avaient été détenus pour avoir écouté des sermons religieux sur la plateforme X, diffusés par des individus basés à l'étranger et accusés par la Turquie d'être membres du mouvement Gülen.

Les procureurs turcs ont émis des mandats de détention à l'encontre de 24 personnes, dont des officiers d'active et d'anciens officiers de l'armée, ainsi que d'anciens cadets

de l'armée, en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen, sur la base d'enregistrements d'appels téléphoniques.

Ayşe Ercengiz, une ancienne enseignante d'école primaire licenciée par un décret gouvernemental à la suite d'une tentative de coup d'État en 2016, a été arrêtée en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen, accompagnée en prison par sa fille de 20 mois, qui était prématurée et continue de nécessiter des soins médicaux et d'être nourrie au sein.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Neuf co-maires du Parti de l'égalité et de la démocratie (DEM), parti pro-kurde, se voient interdire de quitter la Turquie sans avoir obtenu une décision de justice.

Un tribunal turc a arrêté six hommes politiques, d'anciens maires et leurs adjoints dans la province à majorité kurde de Diyarbakır, qui avaient été placés en détention le 8 juin dans le cadre de la répression en cours contre les hommes politiques kurdes dans le pays.

Un Kurde qui a interrogé des électeurs qui auraient été "transférés" dans sa ville de résidence, dans la province de Şırnak (sud-est), le jour des élections locales du 31 mars, afin de modifier les résultats en faveur du parti au pouvoir, a été inculpé.

Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé lundi la révocation de Mehmet Sıddık Akış, élu démocratiquement co-maire de Hakkari, en raison d'une enquête en cours et d'un procès séparé pour des accusations liées au terrorisme.

Les procureurs turcs ont rédigé un acte d'accusation demandant des peines de prison pour cinq anciens législateurs d'un parti pro-kurde en raison de leur rôle présumé dans les manifestations violentes qui ont éclaté dans le sud-est de la Turquie à la suite du siège de la ville kurde syrienne de Kobani par l'État islamique en Irak et au Levant (ISIL) en 2014.

Le propriétaire d'un café dans la province de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie, a été arrêté à la suite d'une descente de police dans son café, après avoir été pris pour cible sur les médias sociaux pour avoir offert un service uniquement en langue kurde dans son café.

Une cour d'appel de la province de Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie, a confirmé les peines de prison précédemment prononcées à l'encontre de 58 hommes politiques kurdes, dont d'anciens cadres du Parti démocratique des peuples (HDP) et du Parti des régions démocratiques (DBP), pour des accusations liées au terrorisme.

Le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), pro-kurde, organise des manifestations dans la ville de Hakkari, dans le sud-est du pays, pour protester contre la

révocation du maire de la ville, alors que les bureaux des gouverneurs de dix provinces de la région à prédominance kurde ont interdit toute manifestation.

La porte-parole du parti DEM, Ayşegül Doğan, est interdite de quitter le pays en raison d'une décision de la 9e Haute Cour pénale de Diyarbakır datant de 2020.

La police turque a arrêté cinq politiciens kurdes - d'anciens maires et leurs adjoints du district d'Ergani de la ville de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie - samedi, dans le dernier épisode d'une répression en cours contre les politiciens kurdes dans le pays.

Un tribunal turc a commencé à entendre le procès de cinq anciens législateurs d'un parti pro-kurde pour leur rôle présumé dans les manifestations violentes qui ont éclaté dans le sud-est de la Turquie à la suite du siège de la ville kurde syrienne de Kobani par l'État islamique en Irak et au Levant (ISIL) en 2014.

À la suite d'une manifestation pacifique à Mersin, une personne nommée Munzur Can Erdoğan (21 ans) a été interceptée par des personnes non identifiées et a fait l'objet de menaces racistes et discriminatoires et de violences physiques.

REPRESSION TRANSFRONTALIÈRE

Les adeptes du mouvement religieux Gülen et les partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit, sont les principales cibles des agents des services de renseignement turcs en Allemagne, selon un rapport du ministère allemand de l'intérieur.

DROITS DES FEMMES

Au moins 34 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 20 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

Un groupe de femmes a fait part de ses préoccupations concernant les institutions pour femmes à Diyarbakır et Batman, qui ont été démantelées par des administrateurs nommés par le gouvernement et transformées en "cafés pour hommes" après avoir remplacé les maires élus des partis pro-kurdes en raison d'enquêtes sur le "terrorisme".

Le radiodiffuseur public Turkish Radio and Television Corporation (TRT) a assigné une employée comme subordonnée d'un cadre qu'elle a accusé de harcèlement sexuel systématique.

Lors d'une cérémonie de remise des diplômes organisée dans le jardin d'une école secondaire du district de Gebze, à Kocaeli, certains élèves n'ont pas été autorisés à entrer dans la zone au motif qu'ils portaient une "tenue inappropriée".

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

L'avocate Zilan Gümüş, co-présidente de la branche d'İzmir de l'Association des droits de l'homme, a fait l'objet d'une surveillance policière et d'un harcèlement répété en raison de son travail de plaidoyer, ce qui a donné lieu à une conférence de presse de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme appelant à la fin de l'intimidation et à l'ouverture d'une enquête sur les officiers responsables.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Deux journalistes kurdes du Kurdistan iranien risquent d'être expulsés de Turquie vers l'Iran, où ils craignent pour leur vie.

2 réfugiés ont perdu la vie et 4 sont portés disparus après qu'un bateau en caoutchouc transportant des réfugiés se soit brisé au large du district de Bodrum de Muğla.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Les informations sur les appels d'offres reçus par Atlas İnşaat, fondé par Ender Haberdar, de la municipalité de Sancaktepe, affiliée à l'AKP, ont été interdites d'accès par la Haymana Criminal Judicature of Peace.

Le ministre turc de la Justice, Yılmaz Tunç, a annoncé l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre d'un YouTubeur populaire dont les remarques sur l'islam et le prophète Mahomet lors d'une récente interview sur la plateforme ont suscité des critiques pour leur caractère "insultant".

Le tribunal civil de première instance d'Uşak Banaz a décidé que l'actrice Ezgi Mola devait payer 10 000 TL de dommages et intérêts non pécuniaires pour un post sur les médias sociaux concernant le sergent Musa Orhan, qui a été condamné à 10 ans pour "agression sexuelle qualifiée" dans l'affaire concernant l'agression sexuelle présumée et le suicide d'un enfant.

Un tribunal turc a condamné un ancien enseignant de 78 ans à une amende pour avoir insulté un vice-ministre, ordonnant à l'enseignant de lui verser 7 080 TL (220 $) et de couvrir ses frais de justice.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) a appliqué 625 sanctions à des diffuseurs de télévision et de radio en 2023, pour un total de 81 901 000 lires turques (~2,5 millions de dollars américains) d'amendes.

Une journaliste turque vivant en exil fait l'objet d'une enquête des procureurs de Kayseri à la suite de son reportage sur la mort de Yahya Tarih, un ancien pilote de combat qui a été licencié en vertu d'un décret d'urgence en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

Les procureurs turcs demandent une peine de prison allant jusqu'à 16 ans pour l'expert en communication politique Evren Barış Yavuz pour un post sur les médias sociaux accusant la belle-famille du président Recep Tayyip Erdoğan d'avoir vendu du kérosène à Israël.

Un tribunal d'Istanbul a sommairement interdit l'accès à un rapport décrivant comment un prêteur d'État turc aurait accordé 550 millions de lires (17 millions de dollars) de prêts à des entreprises liées à un patron du crime notoire ayant des liens présumés avec un ancien ministre.

Le 3e tribunal pénal d'Ankara a bloqué l'accès aux informations selon lesquelles le membre AKP de l'assemblée municipale de Nurdağı et président de la commission de planification et de développement urbain, l'entrepreneur Yunus Kaya, a été arrêté à Mersin alors qu'il tentait de fuir à l'étranger et que Seyfullah Ordueri, conseiller juridique au ministère de l'Intérieur, avait emmené Kaya à Mersin, après l'effondrement de ses bâtiments lors des tremblements de terre de Kahramanmaraş.

Le tribunal pénal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès aux informations couvrant le délit d'abus sexuel commis par Şaben Bağrıaçık, un procureur travaillant au bureau du procureur général d'Anatolie d'Istanbul.

Lors de l'audience finale de l'action en dommages-intérêts non pécuniaires intentée contre le journaliste Furkan Karabay par le président de la Commission de la justice d'Istanbul, Bekir Altun, pour diffamation devant la 27e Cour civile de première instance d'Istanbul Anatolie, la Cour a décidé que le journaliste devrait payer 12 500 TL de dommages-intérêts non pécuniaires.

Un procureur a demandé des peines de prison pour six journalistes qui ont organisé une manifestation le 29 avril 2023, en soutien à leurs collègues qui ont été arrêtés dans des opérations centrées à Diyarbakır et Ankara.

Les reportages sur la détermination que l'ancien directeur du service de renseignement de la Direction de la sécurité d'Istanbul Özgür Taşdemir a vidé le dossier criminel du président de Çalık Gayrimenkul affilié à Çalık Holding Ahmet Taçyıldız en échange d'un "manoir avec vue sur le Bosphore" ont été bloqués d'accès avec la décision de Bakırköy 1er Juge pénal.

Des reportages sur l'allégation selon laquelle un haut fonctionnaire du ministère de la justice avait un historique de trafic d'appels (HTS) qui se chevauchait avec Ayhan Bora Kaplan, qui est jugé pour être le chef d'une organisation criminelle, ont été interdits

d'accès par le 10e tribunal pénal d'Ankara pour cause de violation des droits de la personne.

Les nouvelles sur l'opération contre la structure financière de l'organisation terroriste DAESH ont été interdites d'accès par la décision du 4ème tribunal pénal de Bakırköy.

Un tribunal turc a bloqué l'accès à des articles de presse sur le juge Gül A., qui a été démis de ses fonctions à la suite d'un certain nombre d'allégations, notamment de menaces, de chantage, de corruption et d'abus de substances, au motif que les articles contenaient des termes "non objectifs et accusateurs".

À la suite du tremblement de terre de 2020 à Elazığ, 2 100 articles de presse et messages sur les médias sociaux contenant le nom du professeur Bedri Gencer de l'Université technique de Yıldız, Faculté des arts et des sciences, Département des sciences humaines et sociales, qui a attribué les catastrophes à la "légalisation de l'adultère" et à "l'interdiction des mariages d'enfants", ont été interdits d'accès par la décision de la Cour pénale de la paix d'Akyazı.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) a imposé une amende administrative de 189 288 TL et 5 suspensions de programme à 'Açık Radyo' pour la déclaration "C'est le 109e anniversaire des déportations et des massacres d'Arméniens sur les terres ottomanes, les massacres que l'on appelle génocide. Comme vous le savez, la commémoration a été interdite cette année".

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

La police turque a arrêté dimanche 10 personnes lors d'une marche des fiertés dans la province centrale d'Eskişehir, malgré l'interdiction imposée par le bureau du gouverneur sur les activités de la semaine des fiertés dans la ville.

Un nouvel acte d'accusation demande une peine de prison allant jusqu'à 15 ans et demi pour 12 personnes, dont huit sont en détention provisoire, pour avoir tenté de défier l'interdiction gouvernementale d'organiser des manifestations du 1er mai dans le centre d'Istanbul.

Deux actes d'accusation rédigés séparément par les procureurs turcs demandent des peines de prison allant jusqu'à 13 ans et demi pour chacune des 42 personnes arrêtées pour avoir bravé l'interdiction du gouvernement d'organiser une manifestation du 1er mai dans le centre d'Istanbul.

Lors de l'intervention de la police contre le sit-in de protestation du syndicat des enseignants du secteur privé devant le ministère de l'éducation nationale à Ankara, 12 membres du syndicat et le président provincial du parti travailliste (EMEP) à Ankara, Rüstem Kahraman, qui était présent en signe de solidarité, ont été arrêtés.

Dans le quartier Arnavutköy İmrahor d'Istanbul, des ordres de démolition ont été émis pour 35 structures construites par les résidents, et lorsque les résidents ont protesté contre la démolition de leurs maisons, la police a arrêté 104 manifestants.

La police turque arrête 13 activistes qui protestent contre la vente de pétrole brut azerbaïdjanais à Israël via la Turquie.

La police est intervenue contre les habitants qui protestaient contre l'inclusion des quartiers d'Akasya, d'Aksaray et de Saraykent à Antakya en tant que « zones de réserve » par le ministère de l'environnement, de l'urbanisation et du changement climatique.

Lors de l'intervention de la police contre la manifestation organisée devant le bâtiment provincial du Parti de la justice et du développement (AKP) à Bursa en soutien à la Palestine, les manifestants ont été soumis à la violence physique de la police et ont été détenus en étant menottés dans le dos.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la détention provisoire de 314 personnes après le coup d'État manqué contre le président turc Recep Tayyip Erdoğan en juillet 2016 ne reposait pas sur des motifs susceptibles de constituer un soupçon raisonnable.

Le bureau du procureur en chef de la province turque d'Urfa (sud-est) a accepté une nouvelle plainte pénale contre Emine Şenyaşar, prise pour cible par le gouvernement en raison de sa manifestation réclamant justice pour les membres de sa famille assassinés par les gardes du corps d'un député de l'AKP.

Stefan Schennach, l'un des co-rapporteurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour le suivi des obligations et engagements de la Turquie, a de nouveau appelé les autorités turques à mettre en œuvre les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à la suite d'une visite d'information dans le pays.

Un groupe de 115 personnes, dont des écrivains, des artistes et des journalistes, a publié une déclaration écrite commune condamnant la décision de nommer un "administrateur" à Hakkari.

LIBERTÉ DE RELIGION

L'Association des églises protestantes de Turquie a publié son « Rapport de surveillance des violations des droits 2023 », qui met en évidence une augmentation inquiétante des

discours de haine à l'encontre des protestants, ainsi que les obstacles à l'établissement et au maintien des lieux de culte.